

Le Parisien est officiellement habilité pour l'année 2023 pour la publication des annonces judiciaires et légales par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements : 60 – 75 – 77 – 78 – 91 – 92 – 93 – 94 – 95. La tarification des annonces judiciaires et légales définie par l'arrêté du ministère de la Culture et la Communication du 27 décembre 2022 est la suivante pour les départements d'habilitation : Tarification au forfait : Constitution de sociétés civiles et commerciales : (SA) 3/9€ HT - (SAS) 189€ HT - (SASU) 135 € HT - (SNC) 210 € HT - (SARL) 141€ HT - (EURL) 118€ HT. Nomination des liquidateurs des sociétés civiles ou commerciales 210 € HT - CLÔTURE de la liquidation des sociétés civiles ou commerciales : 108 € HT. Tarification au caractère (espace inclus) Hors constitutions et nominations des liquidateurs et clôtures : 60 (0,189€ HT) – 75/ 92/ 93/ 94 (0,232 € HT) – 91/ 77/78/ 95 (0,221€).

Constitution de société

Par acte SSP du 08/09/2023, il a été constitué une SAS ayant les caractéristiques suivantes :
Dénomination : DAVID DINU
Objet social : Pose des ferrallages et en coffrage des armatures, pose des vitres, peinture et plâtrerie. Récupération des métaux ferreux et non ferreux, caoutchouc, papiers et cartons. Nettoyage courant de tous types de bâtiments et des espaces extérieurs, et nettoyage industriel.Import-export de tous produits non réglementé.
Siège social : 14, avenue du 8 Mai 1945 95200 Sarcelles.
Capital : 2000 €
Durée : 99 ans
Président : M. DINU DAVID, demeurant 19, rue le Corbusier 95190 Goussainville
Admission aux assemblées et droits de votes : Tout actionnaire peut participer aux assemblées. Chaque action donne droit à une voix.
Clause d'agrément : Toute cession d'actions à des tiers, ou entre actionnaire doit préalablement être agréée.
Immatriculation au RCS de Pontoise

Par acte SSP du 21/08/2023 il a été constitué une SASU dénommée:10 CREATIONSiège social : 5 rue jean grandel 95100 ARGENTEUILCapital: 10.000 €Objet: Conception, production, distribution de tous genres et de tous formats de programmes audiovisuels (œuvres de stock : séries, téléfilms, reportages, documentaires, dessins animés, etc. œuvres de flux : émissions en direct ou retransmises telles que jeux, variétés, météo, sports, journaux d'information, etc.) ; films institutionnels, de tous genres et de tous formats de programmes et films diffusés au cinéma ou destinés aux nouveaux médias sur internet (courts-métrages, long-métrage, documentaires, films publicitaires, films techniques et d'entreprise, films éducatifs ou de formation, clips vidéo, documentaires)Président: M. BENFARS Omar 11 rue denis papin 93380 PIERREFITTE SUR SEINTransmission des actions: Actions librement cessibles entre associés uniquement.Admission aux assemblées et exercice du droit de vote: Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.Durée: 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PONTOISE

Divers société

MAXICOFFEE SOLUTIONS IDF
SAS au capital de 5 000.000 €
Siège social : 1 rue Jean Mermoz ZAC Entrée Sud 95500 Gonesse
849 807 177 RCS de Pontoise
Aux termes d'une décision du 26/01/2023, l'associée unique a décidé la continuation de la société malgré un actif net inférieur à la moitié du capital social.
Mention au RCS de Pontoise

MAXICOFFEE SOLUTIONS IDF
SAS au capital de 5 000 000 €
Siège social : ZAC ENTREE SUD 1 RUE JEAN MERMOZ 95500 Gonesse
849 807 177 RCS de Pontoise
Par décisions de l'associée unique du 26/01/2023 et à la suite d'une décision du Président du 26/01/2023, le capital social a été augmenté d'une somme de 5.000.000 € par apports en numéraire pour être porté de 5.000.000 € à 10.000.000 € par élévation de 58,56 € environ de la valeur nominale de chacune des actions existantes puis réduit d'une somme de 3.820.876 € pour le porter de 10.000.000 € à 6.179.124 € par résorption à due concurrence du report à nouveau débiteur.
Mention au RCS de Pontoise

Enquête Publique

publilégal®
AFFICHER-PUBLIER-COMMUNIQUER

1 rue Frédéric Bastiat - 75008 Paris
www.publilegal.fr
Tél : 01.42.96.09.43

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Égalité - Fraternité
PRÉFECTURE DU VAL-D'OISE
Direction départementale des territoires

RAPPEL AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE Commune de CERGY

Avis d'ouverture d'enquête publique unique, préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP) et parcellaire conjointe, au bénéfice de la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise (CACP), concernant le projet de requalification des espaces publics de la dalle du quartier Grand Centre à Cergy.

Par arrêté préfectoral N° 2023-17416, il sera procédé du **lundi 18 septembre 2023 à 9h au vendredi 20 octobre 2023 à 16h inclus**, soit pendant 33 jours consécutifs, à une enquête publique unique, préalable à la DUP et parcellaire conjointe, relative au projet de requalification des espaces publics de la dalle du quartier Grand Centre à Cergy.

Le siège de l'enquête est fixé à la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise (CACP) – Hôtel d'Agglomération – Parvis de la Préfecture – 95000 CERGY.

Pendant toute la durée de l'enquête, un exemplaire du dossier d'enquête (préalable à la DUP et parcellaire) ainsi qu'un registre unique d'enquête, permettant à chacun d'y consigner ses observations dans le respect des mesures sanitaires en vigueur, seront déposés et mis à la disposition du public au siège de la CACP aux jours et horaires suivants :

- du lundi au jeudi de 9h à 12h et de 14h à 17h
- le vendredi de 9h à 12h et de 14h à 16h.

Dans les mêmes conditions, le dossier sera également consultable depuis un poste informatique mis à disposition du public au siège de la CACP.

Monsieur François DURAND, cadre supérieur du ministère des armées, est désigné en qualité de commissaire enquêteur.

Il se tiendra à la disposition du public avec le dossier d'enquête et le registre d'enquête unique lors de 5 permanences qu'il assurera aux lieu, jours et heures suivants :

Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise
Espace projet (derrière l'accueil de l'Hôtel d'agglomération)
Hôtel d'Agglomération – Parvis de la Préfecture
95000 CERGY

- le **lundi 18 septembre 2023 de 9h à 12h**
- le **mardi 26 septembre 2023 de 9h à 12h**
- le **lundi 2 octobre 2023 de 16h à 19h**
- le **samedi 14 octobre 2023 de 9h à 12h**
- le **vendredi 20 octobre 2023 de 14h à 16h**

Au plus tard à compter de la date d'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci, les pièces du dossier soumis à l'enquête seront par ailleurs mises à disposition du public :

- sur le site dédié au projet : <https://www.registre-numerique.fr/cergygrandcentre>
- sur la plateforme du ministère de l'écologie : <https://www.projets-environnement.gouv.fr/pages/home>
- sur le site internet de la préfecture du Val d'Oise : <https://www.val-doise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Amenagement-du-territoire-et-construction/>

Urbanisme-Planification-Logement/Les-declarations-d-utilite-publique/DUP

Les observations et propositions du public pourront être adressées par écrit à l'attention personnelle du commissaire enquêteur, au siège de l'enquête, à l'adresse : CACP – Hôtel d'Agglomération – Parvis de la Préfecture – CS 80309 – 95027 CERGY-PONTOISE cedex. Ces observations seront annexées au registre d'enquête sans délai.

Les courriers réceptionnés le vendredi 20 octobre 2023, après la clôture de l'enquête, ne seront pas pris en compte.

De plus, le public pourra faire parvenir ses observations et propositions sur le registre d'enquête dématérialisé : cergygrandcentre@mail.registre-numerique.fr

Les courriels réceptionnés le vendredi 20 octobre 2023 après 16h ne seront pas pris en compte.

Le commissaire enquêteur disposera d'un délai d'un mois, à compter de la clôture de l'enquête unique, préalable à la DUP et parcellaire conjointe, pour établir un rapport unique et consigner, dans un document séparé, ses conclusions motivées au titre de chacune des enquêtes initialement requises.

Ces documents seront tenus à disposition du public, à réception et pendant un an à compter de la clôture de l'enquête, au siège de la CACP et à la préfecture du Val d'Oise (DDT / SUAD / Pôle Aménagement Opérationnel) ou pourront être consultés sur le site internet de la préfecture du Val d'Oise :

<https://www.val-doise.gouv.fr/Politiques-publiques/Amenagement-du-territoire-et-construction/Urbanisme-Planification-Logement/Les-declarations-d-utilite-publique/DUP>

Toute personne physique ou morale concernée pourra demander communication de ces pièces à la CACP ou à la préfecture du Val d'Oise (Direction Départementale des Territoires – Service Urbanisme et Aménagement Durable – Pôle Aménagement Opérationnel).

Les personnes intéressées autres que les propriétaires, l'usufruitier, les fermiers, les locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes sont tenues de se faire connaître à l'expropriant dans un délai d'un mois, à défaut de quoi elles seront, en vertu des dispositions des articles L311-1 à L311-3 du code l'expropriation pour cause d'utilité publique, déchue de tous droits à l'indemnité.

Le projet de requalification des espaces publics de la dalle du quartier Grand Centre à Cergy pourra faire l'objet d'une déclaration d'utilité publique emportant retrait des emprises expropriées de la propriété initiale, prise par arrêté du préfet du Val d'Oise, au bénéfice de la CACP, ou d'une décision de refus.

Le projet pourra également faire l'objet d'un arrêté de cessibilité pris par le préfet du Val d'Oise, au bénéfice de la CACP, ou d'une décision de refus.

Toute information sur le projet de requalification des espaces publics de la dalle du quartier Grand Centre à Cergy pourra être demandée à la CACP

Service foncier
Hôtel d'agglomération
Parvis de la préfecture
95000 CERGY
01 34 41 42 43

EP 23-441 / contact@publilegal.fr

publilégal®
AFFICHER-PUBLIER-COMMUNIQUER

1 rue Frédéric Bastiat - 75008 Paris
www.publilegal.fr
Tél : 01.42.96.09.43

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Égalité - Fraternité

Direction départementale des territoires

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

MISE EN PLACE DES PÉRIMÈTRES DE PROTECTION DU FORAGE FM3 SITUÉ A FONTENAY-EN-PARISIS SUR LES COMMUNES DE Fontenay-en-Parisis, Châtenay-en-France, Mareil-en-France, Jagny-sous-Bois et Epinay-Champlâtreux

Par arrêté N° 2023-17420 du 11 septembre 2023, une enquête publique est organisée sur les communes de Fontenay-en-Parisis, Châtenay-en-France, Mareil-en-France, Jagny-sous-Bois et Epinay-Champlâtreux du :

Jeudi 5 octobre 2023 au lundi 6 novembre 2023, 17h, inclus

Cette enquête est préalable à la mise en place des périmètres de protection du forage FM3 situé à Fontenay-en-Parisis au profit du Syndicat Mixte d'Alimentation en Eau Potable (SMAEP) DAMONA, représentée par Mme Pauline ADAM, directrice du SMAEP DAMONA, en vue de :

- 1) la déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux (article L. 215-13 du code de l'environnement) ;
- 2) l'instauration de périmètres de protection du captage et de servitudes d'utilité publique (article L. 1321-2 du code de la santé publique) ;
- 3) l'autorisation loi sur l'eau au titre de l'article R. 214-1 du code de l'environnement (rubrique 1.1.2.0) : prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant supérieur ou égal à 200 000m³/an ;
- 4) l'autorisation sanitaire d'utilisation d'eau en vue de la consommation humaine au titre des articles R. 1321-1 et suivants du code de la santé publique.

Le préfet du Val-d'Oise, est l'autorité compétente pour délivrer ou refuser, par arrêté préfectoral, les autorisations demandées.

Par décision N° E23000049/95, le président du tribunal administratif de Cergy-Pontoise a nommé Monsieur Philippe ZELLER, ministre plénipotentiaire hors classe (R), en qualité de commissaire enquêteur en vue de conduire l'enquête publique unique, ainsi que Madame Valérie BERNARD, en qualité de commissaire-enquêteur suppléant.

M. Zeller recevra le public en mairie de la commune de Fontenay-en-Parisis selon le calendrier suivant :

Jeudi 5 octobre 2023 De 9h00 à 12h00
Samedi 14 octobre 2023 De 10h00 à 12h00
Mercredi 25 octobre 2023 De 13h45 à 16h45
Lundi 6 novembre 2023 De 13h45 à 16h45

Pendant la durée de l'enquête publique, l'intégralité du dossier sera mis à la disposition du public, au siège de l'enquête, en mairie de Fontenay-en-Parisis, 10 place Stalingrad 95190 FONTENAY-EN-PARISIS.

Toute personne intéressée pourra en prendre connaissance aux jours et heures ouvrables de la mairie, formuler ses observations sur le registre d'enquête ouvert à cet effet et y adresser toute correspondance au commissaire enquêteur.

Un accès gratuit à ce dossier sera garanti depuis un poste informatique installé en mairie.

Ce dossier sera également consultable à l'adresse suivante :

<https://www.val-doise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-risques-et-nuisances/Eau/Consultations-du-public>

Conformément à l'article R123-21 du code de l'environnement, une copie des rapports et des conclusions des commissaires enquêteurs seront tenues à la disposition du public, pendant un an, à compter de la date de clôture de l'enquête, en mairie et ainsi que sur le site internet des services de l'État dans le Val-d'Oise à l'adresse suivante : <https://www.val-doise.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-risques-et-nuisances/Eau/Consultations-du-public>

- - -

L'arrêté préfectoral d'ouverture de l'enquête publique, ainsi que le présent avis sont mis en ligne sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise.

Le présent avis est publié dans deux journaux locaux diffusés dans le département du Val-d'Oise par les soins du préfet au moins 15 jours avant le début de l'enquête et sera rappelé dans les 8 premiers jours de celle-ci soit, le mercredi 20 septembre 2023 puis le mercredi 27 septembre 2023.

Cet avis sera également affiché dans les communes citées au moins 15 jours avant le début de l'enquête, soit dès le mercredi 20 septembre 2023 et devra le rester jusqu'à la fin de celle-ci, soit jusqu'au lundi 6 novembre 2023 inclus.

EP 23-543 / contact@publilegal.fr



ferraripublicité®

Agence de Publicité Légale, Judiciaire, Institutionnelle et Formalités des sociétés

Pour la publication
de vos annonces
légales et judiciaires
0142 96 05 50
agence@ferrari.fr



Toutes nos
annonces en
scannant
ce QRC



www.ferrari.fr

Publiez votre annonce
légale avec Le Parisien



Formulaires certifiés pour
une annonce conforme



Attestation de parution pour
le greffe gratuite sous 1h



Paiement 100% sécurisé



Affichage en temps réel

Rendez-vous sur leparisien.annonces-legales.fr